



**RAYMOND MALÉZIEUX**

---

# **DROIT RURAL**

---

**PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE DUVERGER

DROIT

---

RAYMOND MALÉZIEUX

Directeur de la « Revue de Droit rural »

*Droit  
rural*

Dr 206 (17)

7479 1/5



---

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	7
§ 1. La civilisation rurale : l'ordre éternel des champs .....	7
§ 2. Le développement de la civilisation urbaine et les transformations du monde rural .....	10
§ 3. La dégradation de la nature et les nouvelles fonctions de l'espace rural .....	15
§ 4. Bibliographie sommaire du droit rural .....	17

### PREMIÈRE PARTIE

#### L'ENTREPRISE AGRICOLE ET LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES EN MILIEU RURAL

CHAPITRE PREMIER. — La propriété foncière et l'exploitation agricole....	21
Section I. — Le rôle de la propriété foncière dans la libération des paysans à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle .....	21
§ 1. L'acquisition des terres par les paysans .....	22
§ 2. La protection des acquisitions foncières .....	22
§ 3. Les mérites du faire-valoir direct.....	22
Section II. — Les nouveaux aspects de la propriété foncière dans l'entreprise agricole .....	23
§ 1. La diminution de la valeur relative de la terre dans l'entreprise agricole .....	23
§ 2. La charge financière de la propriété du sol .....	24
§ 3. Les transformations du droit de propriété.....	24
Section III. — Les formules de dissociation de la propriété foncière et de l'exploitation agricole .....	25
CHAPITRE II. — L'entreprise agricole et les locations rurales .....	27
Section I. — Notions générales sur les locations rurales. Le statut des baux ruraux .....	28
§ 1. Le caractère complexe du statut des baux ruraux .....	28
§ 2. Le caractère personnel des baux ruraux soumis au statut ...	29
§ 3. Le caractère non patrimonial du bail rural et ses conséquences juridiques .....	30
§ 4. Les fonctions sociales du statut des baux ruraux .....	32

Section II. — Les locations rurales et le statut des baux ruraux.....	32
§ 1. Les baux intégralement soumis au statut des baux ruraux ..	33
§ 2. Les locations partiellement soumises au statut des baux ruraux	33
§ 3. Les locations qui ne sont pas soumises au statut des baux ruraux	37
Section III. — Le fermage.....	44
§ 1. La détermination administrative des bases d'évaluation des fermages. La référence 1939 .....	44
§ 2. Les limites de la liberté contractuelle en matière de fermage..	45
§ 3. Les révisions et les modifications du fermage.....	45
Section IV. — Le métayage .....	47
§ 1. La direction de l'exploitation .....	47
§ 2. Le prix du bail .....	47
§ 3. La participation aux dépenses d'exploitation .....	47
§ 4. La résiliation du bail à la demande du métayer .....	48
§ 5. La conversion du métayage en fermage .....	48
Section V. — Le statut des baux ruraux, instrument de stabilité du bon exploitant .....	48
§ 1. La durée minimale des baux et le droit du preneur au renouvellement .....	48
§ 2. La résiliation et le non-renouvellement du bail sanctionnant la mauvaise gestion du preneur.....	49
§ 3. La cessation du bail sur la demande du preneur .....	51
Section VI. — Les droits de reprise du bailleur.....	51
§ 1. Les reprises pour des fins agricoles .....	52
§ 2. Les reprises et les résiliations pour des fins non agricoles.....	53
Section VII. — Le congé.....	55
Section VIII. — Le statut des baux ruraux et l'accès du preneur au faire-valoir direct .....	56
§ 1. Le droit de préemption du preneur dans ses rapports avec les autres droits de préemption .....	56
§ 2. Les titulaires et les bénéficiaires du droit de préemption du preneur .....	57
§ 3. Le domaine du droit de préemption du preneur .....	59
§ 4. Le mécanisme juridique de la préemption .....	61
§ 5. Les obligations du bénéficiaire de la préemption .....	62
§ 6. La sanction des obligations du bailleur et du preneur en matière de préemption .....	62
Section IX. — Le statut des baux ruraux et l'amélioration des structures .....	64
§ 1. Le compte d'amélioration des bâtiments ruraux loués.....	64
§ 2. Les compétences respectives du preneur et du bailleur pour l'amélioration des structures .....	65
§ 3. Les rapports, en fin de bail, entre le preneur sortant, le preneur entrant et le bailleur.....	66
§ 4. L'indemnité de plus-value au preneur sortant .....	67
§ 5. Les dispositions communes aux différentes catégories d'indemnités de plus-value.....	71

Section X. — Les baux ruraux à long terme .....	73
§ 1. Les dispositions communes à tous les baux ruraux à long terme	73
§ 2. Les dispositions particulières aux baux à long terme de dix-huit ans renouvelables .....	77
§ 3. Les dispositions particulières aux baux à long terme de vingt-cinq ans à préavis constant .....	78
CHAPITRE III. — L'utilisation des formules sociales pour l'exploitation agricole.....	80
Section I. — Les possibilités offertes par les groupements soumis au droit commun .....	80
§ 1. Les sociétés de fait .....	81
§ 2. Les sociétés en participation .....	81
§ 3. Les sociétés civiles .....	82
§ 4. Les sociétés en nom collectif.....	82
§ 5. Les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés anonymes..	83
§ 6. Les sociétés en commandite .....	84
§ 7. Le problème de la mobilité du capital investi dans les sociétés .....	84
Section II. — Les groupements fonciers .....	85
§ 1. Le problème des sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) .....	86
§ 2. Les groupements agricoles fonciers .....	86
§ 3. Les groupements fonciers agricoles .....	87
§ 4. Les groupements forestiers et les sociétés d'investissement forestier.....	90
§ 5. Les groupements pastoraux .....	91
Section III. — Les groupements agricoles d'exploitation en commun.....	93
§ 1. La nature particulière des G.A.E.C. .....	93
§ 2. L'objet des G.A.E.C. .....	94
§ 3. La constitution des G.A.E.C. .....	94
§ 4. Le fonctionnement des G.A.E.C. .....	97
§ 5. La transparence des G.A.E.C. .....	97
§ 6. La répartition des bénéfices et des dettes du groupement .....	98
§ 7. La responsabilité des membres d'un G.A.E.C. .....	99
§ 8. Les modifications de structure du groupement .....	100
CHAPITRE IV. — La protection de l'entreprise agricole .....	102
Section I. — L'immobilisation par destination .....	102
Section II. — La protection de l'exploitation louée en cas de vente réalisée par le bailleur .....	104
Section III. — La protection des petites exploitations contre les actes juridiques réduisant les superficies qu'elles mettent en valeur....	104
Section IV. — La protection de l'exploitation agricole contre les effets des partages par le maintien dans l'indivision.....	105
§ 1. Les textes applicables .....	105
§ 2. Les exploitations pour lesquelles peut être demandé le maintien dans l'indivision .....	106

§ 3. Les personnes pouvant demander le maintien dans l'indivision	107
§ 4. La durée maximale du maintien dans l'indivision	107
§ 5. L'intervention du tribunal	107
Section V. — La protection des exploitations agricoles contre les effets des partages par l'attribution préférentielle	108
§ 1. Les différentes attributions préférentielles. Dispositions communes	108
§ 2. L'attribution préférentielle de droit	109
§ 3. L'attribution préférentielle facultative	111
§ 4. L'attribution préférentielle des seuls bâtiments d'exploitation.	111
Section VI. — Le salaire différé	112
§ 1. La nature du salaire différé	112
§ 2. Les bénéficiaires du salaire différé	113
§ 3. Le calcul du salaire différé	114
§ 4. L'ouverture du droit au salaire différé	114
Section VII. — La protection de l'exploitation agricole par des dispositions conventionnelles et testamentaires	115
CHAPITRE V. — Les activités non agricoles en milieu rural	116
Section I. — L'artisanat rural	116
§ 1. La définition de l'artisan	116
§ 2. Le statut des artisans ruraux	118
Section II. — Le tourisme en milieu rural	119
§ 1. La mise en valeur des richesses nouvelles que recèle le milieu rural	119
§ 2. La dispersion de l'action administrative	120
§ 3. Les gîtes ruraux	120
§ 4. Les terrains de camping	121
§ 5. Les villages de vacances	121
Section III. — L'utilisation de l'espace rural pour les besoins de l'enseignement	122

## DEUXIÈME PARTIE

### L'UTILISATION, L'AMÉNAGEMENT ET LA PROTECTION DE L'ESPACE RURAL

CHAPITRE PREMIER. — L'aménagement des structures foncières pour des fins agricoles et rurales	125
Section I. — L'aménagement foncier sans contrainte dans le cadre du droit privé	125
§ 1. Les échanges	125
§ 2. La constitution de groupements libres	126
§ 3. La mise en valeur des petites parcelles incultes sur la demande des agriculteurs du voisinage	127

Section II. — L'aménagement foncier soutenu par l'administration	128
§ 1. La constitution de groupements forestiers sans l'accord unanime des propriétaires intéressés	128
§ 2. La constitution d'associations syndicales autorisées ou forcées.	129
§ 3. Les sociétés d'aménagement régional	131
Section III. — L'aménagement foncier par la voie administrative	133
§ 1. Les institutions administratives de l'aménagement foncier	134
§ 2. Les procédures administratives de l'aménagement foncier	136
§ 3. L'arrêté préfectoral ordonnant l'aménagement foncier	137
Section IV. — Le remembrement	138
§ 1. La définition et la nature du remembrement	138
§ 2. Le domaine du remembrement	139
§ 3. La procédure du remembrement	140
§ 4. Les règles de fond du remembrement	140
§ 5. Les effets juridiques du remembrement	142
Section V. — La mise en valeur des terres incultes	143
§ 1. Les différents modes juridiques de mise en valeur des terres incultes	143
§ 2. La procédure normale de mise en valeur des terres incultes	144
Section VI. — L'action des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.)	146
§ 1. Les fonctions et la nature des S.A.F.E.R.	146
§ 2. L'acquisition des biens ruraux par les S.A.F.E.R.	148
§ 3. Le droit de préemption des S.A.F.E.R.	149
§ 4. Le droit pour les S.A.F.E.R. de faire fixer le prix de cession par le tribunal de grande instance	151
§ 5. L'aménagement des biens ruraux par les S.A.F.E.R.	151
§ 6. La cession des biens par les S.A.F.E.R.	152
§ 7. Le régime fiscal des opérations réalisées par les S.A.F.E.R.	152
Section VII. — La réglementation des cumuls et réunions d'exploitations agricoles	153
§ 1. Les objectifs de la réglementation des cumuls	153
§ 2. La détermination des limites de superficie utilisées par la réglementation des cumuls	154
§ 3. Les opérations soumises à l'autorisation administrative	154
§ 4. Le mécanisme de l'autorisation administrative	155
§ 5. Les cumuls soumis à une simple déclaration	156
§ 6. Les cumuls de professions	156
§ 7. Les sanctions de la réglementation des cumuls	157
§ 8. Les régimes spéciaux	158
Section VIII. — Les actions sociales pour l'aménagement des structures agricoles	159
§ 1. L'interdépendance de la situation démographique et des structures des exploitations agricoles	159
§ 2. Les moyens de l'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles	160

§ 3. Les actions sociales en faveur des agriculteurs qui choisissent d'abandonner la terre .....	163
§ 4. Les actions sociales en faveur des agriculteurs qui choisissent de s'installer à la terre ou d'y améliorer leur situation .....	166
Section IX. — L'intervention de la Communauté économique européenne pour l'aménagement foncier .....	173
§ 1. De la coordination des politiques nationales au financement communautaire des réformes de structures .....	173
§ 2. Le plan Mansholt du 18 décembre 1968 et les premiers projets de la Commission exécutive des Communautés européennes...	174
§ 3. Les directives du 17 avril 1972 du Conseil des Ministres des Communautés européennes .....	175
CHAPITRE II. — L'utilisation de l'espace rural pour des fins autres qu'agricoles et rurales .....	179
Section I. — Les servitudes d'utilité publique .....	179
§ 1. Notions générales. Dispositions communes à toutes les servitudes d'utilité publique .....	179
§ 2. Les principales servitudes d'utilité publique .....	181
§ 3. L'indemnisation des propriétaires en matière de servitudes d'utilité publique .....	182
Section II. — Les emprises de la ville sur l'espace rural .....	184
§ 1. Les problèmes généraux de l'urbanisme .....	184
§ 2. Les moyens de réaliser la maîtrise du sol pour les besoins de l'urbanisme .....	185
§ 3. Les plans d'urbanisme .....	188
Section III. — Les plans d'aménagement rural .....	192
§ 1. Les origines des plans d'aménagement rural .....	192
§ 2. La nature des plans d'aménagement rural .....	193
§ 3. L'élaboration des plans d'aménagement rural .....	194
§ 4. Le contenu des plans d'aménagement rural .....	195
Section IV. — L'expropriation pour cause d'utilité publique .....	196
§ 1. Notions générales. Evolution .....	196
§ 2. Les indemnités d'expropriation .....	197
§ 3. Les dispositions particulières applicables lorsque la réalisation de grands travaux publics compromet la structure des exploitations agricoles dans une zone déterminée .....	199
CHAPITRE III. — La protection de l'espace rural .....	202
Section I. — Les nouveaux organes chargés de la protection de l'espace rural .....	202
§ 1. Le ministre de la Protection de la Nature et de l'Environnement, délégué auprès du Premier Ministre .....	202
§ 2. Le Fonds d'Intervention et d'Action pour la Nature et l'Environnement (F.I.A.N.E.) .....	203
§ 3. Le Comité interministériel .....	203

Section II. — Les parcs nationaux .....	204
§ 1. Notions générales. Les objectifs des parcs nationaux .....	204
§ 2. La création et la gestion des parcs nationaux .....	205
§ 3. Les différentes zones pouvant être délimitées pour les parcs nationaux .....	205
§ 4. Dispositions pénales .....	206
§ 5. L'indemnisation des dommages subis par la création des parcs nationaux .....	207
§ 6. Les réalisations .....	207
Section III. — La protection des espaces boisés .....	207
§ 1. Le contrôle administratif des déboisements et de certains travaux effectués sur des terrains boisés .....	208
§ 2. L'acquisition de terrains boisés par les personnes morales de droit public par voie d'échange .....	208
§ 3. La taxe de défrichement .....	208
Section IV. — La protection des monuments historiques et des sites .....	209
§ 1. Dispositions communes .....	209
§ 2. Dispositions particulières à la protection des monuments historiques .....	212
§ 3. Dispositions particulières à la protection des monuments naturels et des sites .....	213
Section V. — La lutte contre la pollution des eaux .....	214
§ 1. L'inventaire de la pollution des eaux .....	214
§ 2. Les dispositions réglementaires relatives à la lutte contre la pollution des eaux .....	214
§ 3. Les mesures individuelles pouvant être imposées par l'administration .....	216
§ 4. Les actions entreprises par l'administration .....	217
§ 5. Le financement de la lutte contre la pollution des eaux .....	218
§ 6. Les sanctions pénales en matière de pollution des eaux .....	219

## TROISIÈME PARTIE

## LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU MONDE RURAL

CHAPITRE PREMIER. — La coopération agricole .....	225
Section I. — Notions générales. Le statut de la coopération agricole ..	225
§ 1. Les origines et le développement de la coopération agricole ..	225
§ 2. Les principes généraux de la coopération agricole .....	226
§ 3. L'évolution du statut de la coopération agricole .....	228
Section II. — L'objet des coopératives agricoles .....	231
§ 1. L'objet de tout groupement coopératif .....	231
§ 2. Les fonctions générales des coopératives agricoles .....	231
§ 3. Les objets possibles des coopératives agricoles .....	232

§ 4. La possibilité pour les coopératives agricoles de participer à des entreprises industrielles ou commerciales .....	233
§ 5. Le caractère civil de l'objet des coopératives agricoles.....	234
Section III. — La constitution des coopératives agricoles .....	234
§ 1. Les personnes pouvant être associés coopérateurs .....	235
§ 2. Les personnes pouvant être associés non coopérateurs .....	236
§ 3. La constitution du capital social .....	236
§ 4. Les statuts et le règlement intérieur.....	237
§ 5. La publicité de la constitution des coopératives agricoles .....	238
§ 6. L'agrément des coopératives agricoles .....	239
Section IV. — Le fonctionnement des coopératives agricoles .....	239
§ 1. L'engagement des adhérents ayant la qualité d'associés coopérateurs .....	239
§ 2. Le principe de l'exclusivisme et ses limites.....	242
§ 3. Les ristournes .....	243
§ 4. La rémunération du capital.....	244
§ 5. La réévaluation du capital .....	245
§ 6. La responsabilité des adhérents d'une coopérative agricole .....	245
§ 7. L'administration et la gestion des coopératives agricoles .....	246
Section V. — Les variations du personnel et du capital des coopératives agricoles .....	248
§ 1. Le retrait d'un sociétaire .....	248
§ 2. Les obligations d'un sociétaire lors de la cession de son exploitation .....	250
§ 3. L'exclusion d'un sociétaire .....	250
§ 4. Les cessions de parts.....	251
Section VI. — La dissolution des coopératives agricoles .....	251
§ 1. Les causes de dissolution des coopératives agricoles.....	251
§ 2. La liquidation des coopératives agricoles .....	254
CHAPITRE II. — L'organisation professionnelle de la production agricole... ..	256
Section I. — Notions générales. Schéma d'ensemble .....	256
§ 1. Les fonctions de l'organisation professionnelle de la production agricole .....	256
§ 2. Le domaine de l'organisation professionnelle de la production agricole .....	257
§ 3. L'action des groupements de producteurs et des comités économiques agricoles .....	258
§ 4. Le retrait des produits du marché .....	259
Section II. — Les groupements de producteurs et les comités économiques agricoles .....	260
§ 1. Les groupements de producteurs .....	260
§ 2. Les comités économiques agricoles .....	261
§ 3. La reconnaissance des groupements de producteurs et l'agrément des comités économiques agricoles .....	262

Section III. — La réglementation professionnelle de la production agricole.....	265
§ 1. L'élaboration des règles de discipline professionnelle.....	265
§ 2. L'objet des règles de discipline professionnelle .....	265
§ 3. L'extension des règles élaborées par les comités économiques agricoles .....	266
§ 4. La nature juridique des règlements professionnels .....	270
§ 5. Les sanctions de l'inobservation des règlements professionnels.....	270
Section IV. — Le financement de l'organisation professionnelle de la production agricole .....	271
§ 1. Les aides du Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés agricoles pour la constitution des groupements de producteurs et des comités économiques agricoles .....	271
§ 2. Les cotisations et les droits d'inscription .....	271
§ 3. Les caisses de régularisation .....	273
Section V. — Vers l'institution d'une réglementation communautaire.....	273
§ 1. Les préoccupations de la Commission exécutive des Communautés européennes .....	273
§ 2. Le projet de règlement européen concernant les groupements de producteurs et leurs unions .....	275
CHAPITRE III. — Les organismes interprofessionnels .....	277
Section I. — Les sociétés d'intérêt collectif agricole (S.I.C.A.).....	277
§ 1. L'objet et la nature des S.I.C.A. .....	278
§ 2. La formation du capital .....	278
§ 3. Les rapports de la S.I.C.A. avec ses adhérents et avec ses usagers .....	279
§ 4. Le régime fiscal des S.I.C.A. .....	280
§ 5. La dissolution des S.I.C.A. .....	280
Section II. — Les sociétés mixtes d'intérêt agricole (S.M.I.A.) .....	281
§ 1. L'objet et la nature des S.M.I.A. .....	281
§ 2. La formation du capital.....	282
§ 3. Les conditions de majorité à l'assemblée générale .....	282
§ 4. La répartition des bénéfices.....	283
§ 5. Les encouragements à la constitution des S.M.I.A. .....	283
Section III. — Les centres techniques interprofessionnels .....	284
§ 1. Notions générales. Régime juridique .....	284
§ 2. Le Centre technique interprofessionnel des Fruits et Légumes.....	285
Section IV. — Les comités vinicoles interprofessionnels .....	286
§ 1. Notions générales. Régime juridique .....	286
§ 2. L'Union interprofessionnelle des Vins du Beaujolais.....	288
Section V. — Les sociétés professionnelles et interprofessionnelles d'intervention .....	289
§ 1. Les origines des sociétés professionnelles et interprofessionnelles d'intervention .....	289

§ 2. Le régime juridique et financier des sociétés professionnelles et interprofessionnelles d'intervention .....	290
§ 3. Le contrôle des sociétés professionnelles et interprofessionnelles d'intervention .....	293
§ 4. Les principales sociétés interprofessionnelles d'intervention...	293
<b>CHAPITRE IV. — L'économie contractuelle en agriculture .....</b>	<b>294</b>
Section I. — La notion d'économie contractuelle.....	294
§ 1. L'économie contractuelle, moyen terme entre l'intégration capitaliste et l'intégration coopérative .....	294
§ 2. Rappel de quelques notions juridiques .....	295
§ 3. Les différents degrés de l'économie contractuelle .....	297
Section II. — L'article 32 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 .....	298
Section III. — Le système contractuel de la loi du 6 juillet 1964 ..	299
§ 1. Le fonctionnement du système contractuel .....	299
§ 2. La conclusion des accords .....	300
§ 3. L'intervention des coopératives .....	301
§ 4. Les dispositions et clauses obligatoires .....	302
§ 5. L'homologation des accords .....	302
§ 6. L'extension des accords .....	303
Section IV. — La pratique de l'économie contractuelle en dehors de la loi du 6 juillet 1964 .....	304
§ 1. Les accords interprofessionnels .....	304
§ 2. Les contrats d'élevage.....	305
<b>CHAPITRE V. — Le Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés agricoles (F.O.R.M.A.) .....</b>	<b>307</b>
Section I. — Les origines du F.O.R.M.A. ....	307
§ 1. Le Fonds de Garantie mutuelle et d'Orientation de la Production agricole .....	307
§ 2. La création d'un nouvel établissement public.....	309
Section II. — Les attributions du F.O.R.M.A. ....	309
§ 1. Les fonctions consultatives .....	309
§ 2. Les fonctions du F.O.R.M.A. dans la préparation et dans l'exécution des décisions relatives aux interventions sur les marchés agricoles .....	310
§ 3. Les interventions financières du F.O.R.M.A. ....	311
Section III. — La structure et l'administration du F.O.R.M.A. ....	312
§ 1. Le directeur .....	312
§ 2. Le conseil de direction .....	312
§ 3. Les comités consultatifs restreints .....	313
§ 4. La mission de contrôle économique et financier.....	314

## QUATRIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES SOCIAUX  
DU MONDE RURAL

<b>CHAPITRE PREMIER. — Les particularités des problèmes sociaux du monde rural .....</b>	<b>317</b>
Section I. — Les traits particuliers de la société rurale.....	317
§ 1. Les particularités d'ordre social .....	317
§ 2. Les particularités d'ordre économique .....	318
§ 3. Les particularités d'ordre technique .....	318
Section II. — Les conséquences juridiques du particularisme du monde rural en matière sociale .....	319
§ 1. Certaines dispositions, applicables à toutes les entreprises, ne le sont, en fait, que très rarement dans les entreprises agricoles. ....	319
§ 2. Certaines dispositions sont spéciales aux professions agricoles. ....	319
§ 3. Certaines dispositions sont spéciales aux entreprises industrielles ou commerciales .....	320
Section III. — Les conséquences institutionnelles du particularisme du monde rural en matière sociale .....	320
<b>CHAPITRE II. — Le régime du travail en agriculture.....</b>	<b>323</b>
Section I. — La situation juridique des aides familiaux .....	323
§ 1. Les membres de la famille associés aux bénéfices et aux pertes de l'exploitation .....	324
§ 2. Les membres de la famille salariés de l'exploitant.....	324
§ 3. Les membres de la famille de l'exploitant qui ne sont ni associés aux résultats de l'exploitation ni salariés .....	324
Section II. — Les sources du droit du travail salarié en agriculture. ....	325
§ 1. Le Code du travail .....	325
§ 2. Le Code rural .....	325
§ 3. Les règlements du travail en agriculture .....	325
§ 4. Les conventions collectives .....	326
Section III. — Les représentants du personnel dans les entreprises agricoles .....	326
§ 1. Les délégués du personnel .....	327
§ 2. Les comités d'entreprises .....	327
§ 3. Les délégués syndicaux dans l'entreprise .....	328
Section IV. — Quelques particularités des conditions du travail salarié en agriculture .....	328
§ 1. Le travail des enfants en agriculture .....	328
§ 2. Le logement des salariés agricoles .....	329
§ 3. Le repos hebdomadaire .....	329
§ 4. La durée du travail salarié en agriculture.....	330

